

ÉLEVAGE EN AFRIQUE

Voici une menace pour les communautés pastorales



Les communautés pastorales savent depuis longtemps que les terres de parcours sont des atouts écologiques et économiques stratégiques. Leur restauration améliore la productivité végétale, renforce le stockage du carbone, accroît la rétention d'eau et évite la dégradation selon Barron Joseph Orr, scientifique en chef de la CNULCD à travers une analyse dont les conclusions sont sans équivoque.

GHANA / AVICULTURE

Plus de 200 mille volailles vaccinées contre la maladie de Newcastle



REPORTAGE

L'élevage est une épargne vivante mais fragile au Burkina Faso



Au Burkina, l'élevage reste une véritable ressource aisément convertible en argent pour de nombreux ménages. Vendre un animal permet de financer un mariage ou la scolarisation d'un enfant. Mais le média burkinabè "Studio Yafa" rappelle aussi la fragilité de ce système tributaire des épizooties régulières dont sont victimes les animaux.

ÉLEVAGE

d'Afrique

INFO

Pour l'élevage, la pêche et les chaînes de valeur

N°070 du Mardi 09 au Lundi 15 Décembre 2025 - Prix: 500 Fcfa

Hebdomadaire



C.I. / NOUVEAU COMPLEXE DE SANTÉ VÉTÉRINAIRE

Sidi Touré réalise une promesse forte du Président Ouattara

PÊCHE / SÉVILLE

La Côte d'Ivoire participe à la 29e réunion sur la préservation des ressources de l'Atlantique

La Côte d'Ivoire a participé à la 29e réunion ordinaire de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA), tenue du 15 au 24 novembre 2025 à Séville, en Espagne.



Cette rencontre de haut niveau visait à évaluer l'état de mise en œuvre des mesures de gestion existantes et à adopter de nouvelles recommandations en faveur d'une exploitation durable et responsable des ressources thonnières de l'Atlantique. La délégation ivoirienne était composée de Mme ROUX LE-ROUX Ziola, Représentante du MIRAH auprès des organisations européennes en charge des pêches et des ressources

animales, du Colonel KODJO Alain, Conseiller Technique en charge de la pêche, du Colonel Bina FOFANA, Directeur

des Pêches et ses collaborateurs, ainsi que du Coordinateur du PAGDRH. Les travaux ont permis l'adoption

de plusieurs mesures importantes, dont la Recommandation 24-01 qui met en place un programme pluriannuel de

conservation des thonidés tropicaux, avec un TAC annuel fixé à 30 844 tonnes pour le stock de thon tropical de l'Atlantique Ouest sur la période 2026-2028. Une nouvelle mesure concernant la limite maximale de capture du requin taupe-bleu de l'Atlantique Sud (1 000 tonnes) a également été adoptée. Au total, douze recommandations et trois résolutions ont été entérinées, portant sur des enjeux majeurs liés à la préservation des espèces ciblées, à la gestion durable des pêcheries et à l'amélioration de la gouvernance régionale. La prochaine session, la 25e réunion extraordinaire de la CICTA, se tiendra en novembre 2026 à Vilamoura, au Portugal.

Par Sandrine KOUADJO
et MIRAH

ÉCONOMIE MARITIME

La Guinée fait un état d'avancement de son plan stratégique halieutique

Le Ministre guinéen de la Pêche et de l'Economie Maritime, Fassou Théa, a présidé récemment une réunion sur le d'avancement du Plan Stratégique Halieutique de Guinée, en présence des partenaires techniques et financiers ainsi que les parties prenantes, selon une note de ce Département Ministériel.



La présentation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan Stratégique Halieutique de la Guinée (PSHG) était au menu de ces échanges. Il s'agissait donc de faire un point d'étape sur ce Plan, d'informer et sensibiliser les partenaires techniques et financiers sur l'état actuel de la mobilisation des ressources, de discuter des perspectives de collaboration structurée, d'échanger sur les attentes, les contraintes et les opportunités perçues par les partenaires. Cette réunion avait également pour objectif de

discuter des perspectives de collaboration structurée, notamment en matière de mobilisation des ressources, le Programme de Développement Socio-Économique Durable et Responsable de Guinée dénommé Simandou 2040. Dr Lisette Kohagne, représentant

l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), s'est réjouie de cette rencontre et a souligné que le PSHG 2023-2027, élaboré avec l'appui de la Banque mondiale et validé par les autorités nationales, constitue désormais le cadre

de référence pour transformer le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée. Elle a assuré du soutien constant de la FAO à travers ses programmes de coopération technique et son appui à la modernisation des ressources indispensables au financement

des actions prévues dans le Plan Stratégique Halieutique. Le Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime a indiqué que cette réunion constituait une étape cruciale pour renforcer la coordination entre les acteurs, améliorer la mobilisation des ressources et consolider les bases d'une pêche et d'une aquaculture durables, inclusives et résilientes. Toutefois, il a attiré l'attention des partenaires techniques et financiers sur le fait que, malgré les progrès réalisés, une part significative des actions prévues dans le PSHG reste à financer. A l'issue de cette rencontre, les partenaires financiers et techniques ont apprécié la démarche de la part du Ministère et ont fait des propositions parmi lesquelles la mise en place d'un comité de suivi regroupant les partenaires pour une revue périodique de l'avancement des financements.

Par MYNA

GHANA / AVICULTURE

Plus de 200 mille volailles vaccinées contre la maladie de Newcastle

Au Ghana, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec la Direction des services vétérinaires (DSV) du Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MAA), avec le financement de l'Union européenne (UE), a vacciné avec succès plus de 200 mille volailles pour lutter contre la maladie de Newcastle, l'une des infections virales les plus dévastatrices affectant la volaille.



européenne (UE). Cette campagne de vaccination a permis de renforcer les capacités de 70 agents et techniciens de terrain du Ministère ghanéen de l'Agriculture en matière de mobilisation des agriculteurs, de sensibilisation à la santé des volailles et d'administration des vaccins. L'initiative vise à protéger le cheptel rural, à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles. « La vaccination

réussie de plus de 200 000 volailles témoigne de notre engagement commun envers les populations du nord du Ghana », a indiqué Rune Skinnebach, Ambassadeur de l'UE au Ghana. « Protéger le bétail est un investissement direct dans la sécurité alimentaire et la résilience économique des petits exploitants agricoles. Cette initiative constitue un pilier essentiel de notre soutien global visant à bâtir un avenir plus sûr sur le plan alimentaire pour la région

», a estimé le diplomate européen. La maladie de Newcastle est une infection virale très contagieuse qui touche les oiseaux domestiques et sauvages, provoquant des difficultés respiratoires, une baisse de la ponte et un taux de mortalité élevé. Au Ghana, cette maladie a engendré d'importantes pertes économiques pour les éleveurs et menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment pour les ménages ruraux qui dépendent de l'élevage de volailles comme principale source d'alimentation et de revenus. La campagne de vaccination a été menée dans de

nombreux districts et communautés ciblées par le projet, en privilégiant la participation communautaire et la sensibilisation. Les femmes, les personnes handicapées et les jeunes agriculteurs ont été particulièrement ciblés afin de prévenir les pertes de bétail et d'améliorer la sécurité alimentaire de ces groupes. Selon Priya Gujadhur, représentante de la FAO au Ghana, protéger le secteur avicole, c'est protéger les moyens de subsistance, la nutrition et l'espoir des familles rurales. « Grâce à cette campagne, la FAO veille à ce que les communautés, notamment les femmes et les jeunes, disposent des connaissances et des ressources nécessaires pour préserver leurs élevages et renforcer durablement la sécurité alimentaire », a fait savoir la représentante de la FAO.

Par MYNA avec FAO

Outre les volailles, cette campagne concernait, aussi, des oiseaux exotiques, des pintades, des dindes et des canards dans les régions de Savannah, du Nord-Est et du Haut-Est du nord du Ghana. Elle a été mise en œuvre dans le cadre du projet « Réponse à la sécurité alimentaire dans le nord du Ghana » et financée par l'Union

CÔTE D'IVOIRE

Le MIRAH et la FAO s'unissent pour une lutte active contre la Peste porcine africaine

La filière porcine joue un rôle stratégique dans l'économie nationale et contribue significativement à la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. Face à la récurrence des foyers de peste porcine (PPA), le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques à travers la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-être Animal (DSVBA) avec l'appui technique et financier de la FAO via le projet TCP/RAF/4003 intitulé « Réponse d'urgence à l'épidémie de la PPA et préparation dans trois pays africains » a organisé un atelier d'élaboration du plan d'action national de prévention et de contrôle de la Peste Porcine Africaine en Côte d'Ivoire, du 24 au 28 novembre 2025 à Grand Bassam. Présidé par Docteur KALLO Vessaly, Directeur des Services Vétérinaires et du Bien-être Animal (DSVBA) et sous la supervision du Docteur OYETOLA Wilfried, Docteur épidémiologiste à la FAO, l'atelier a réuni l'ensemble des parties prenantes dont des directeurs régionaux du MIRAH et des représentants de l'inter-



profession porcine. L'objectif de cette session était d'élaborer de manière participative le Programme national de prévention et de contrôle de la PPA en Côte d'Ivoire, en s'appuyant sur la stratégie nationale de lutte contre la Peste Porcine Africaine avec pour objectif d'harmoniser les actions menées, d'améliorer les mesures de biosécurité, de renforcer les dispositifs de surveillance, de structurer la gestion des foyers et de favoriser la mobilisation des partenaires techniques et financiers. Notons que confor-

mément aux meilleures pratiques de gouvernance sanitaire et afin d'assurer l'appropriation nationale du document, un atelier national de validation réunissant l'ensemble des parties prenantes publiques, privées et communautaires se tiendra du 8 au 12 décembre 2025, pour confirmer le contenu technique du Plan d'action avant sa transmission aux instances nationales compétentes pour adoption et autorisation de sa mise en œuvre effective.

Par Aristide KOFFI

SÉNÉGAL

Les membres de la Commission consultative pour l'aquaculture installés

L'Agence nationale de l'aquaculture (ANA) du Sénégal, en partenariat avec l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a procédé, récemment, à l'installation des membres de la Commission consultative pour l'aquaculture (CCA).

Au nombre de 22, ils sont issus de plusieurs secteurs d'activité et de compétences transversales et Les membres de la commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'aquaculture, sur désignation des structures concernées et pour un mandat de trois ans renouvelables une fois. Cette cérémonie a enregistré la participation de plusieurs personnalités dont le secrétaire général du Ministère des Pêches et de L'Économie maritime, du Directeur général de l'ANA, ainsi que le représentant de la Coordinatrice sous régionale de la FAO pour l'Afrique de l'ouest. La CCA a pour mission de conseiller les autorités sur la gestion durable des ressources aquacoles, la mise aux normes des établissements, le développement des activités d'aquaculture ainsi que l'organisation du secteur de la transformation et de la commercialisation des produits aquacoles. L'événement s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de la filière coquillage au Sénégal à travers la mise aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) afin de promouvoir la sécurité sanitaire des coquillages et leur accès aux marchés régional et international », mis en œuvre par le ministère des Pêches et de l'Économie maritime avec l'appui technique et financier de la FAO et du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). L'ANA est une structure sous tutelle du Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime. Elle a pour mission générale la promotion et le développement de l'aquaculture au Sénégal. Elle vise à diversifier les sources de production halieutique en encourageant l'émergence de projets aquacoles viables et durables. Les missions de l'ANA incluent l'appui technique et financier aux porteurs de projets, la formation des acteurs, la recherche de financements, la promotion des investissements dans le secteur, ainsi que la sensibilisation sur les bonnes pratiques en aquaculture. L'agence joue un rôle clé dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement de l'aquaculture, en collaboration avec les autres structures du Ministère, les partenaires au développement et les acteurs privés.

Par Audrey MAKABO

CÔTE D'IVOIRE / NOUVEAU COMPLEXE DE SANTÉ VÉTÉRINAIRE

Sidi Touré veut garantir la disponibilité de
denrées animales sûres et de qualité

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Touré, a inauguré le nouveau complexe de santé publique vétérinaire sis à Abidjan, dans la commune de Cocody, mardi 2 décembre 2025. Nous publions de larges extraits du discours du Patron du MIRAH.

(...)

Mesdames et Messieurs

Permettez-moi de vous le dire avec gravité et fierté : l'infrastructure que nous inaugurons aujourd'hui est plus qu'un ensemble de bâtiments. C'est un acte de souveraineté nationale. Une promesse de protection, de vigilance et d'action, parfaitement alignée avec la Vision 2030 de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République qui est de bâtir une Grande Côte d'Ivoire ambitieuse et solidaire qui protège ses populations.

Chers Invités,

Nous célébrons aujourd'hui, la naissance d'un véritable bouclier au service de la santé de nos animaux, de la sécurité de nos populations et de la prospérité de notre économie. Nous célébrons la naissance du Complexe de Santé Publique Vétérinaire de Cocody, un complexe moderne, intégré, pensé pour protéger notre nation. À travers ce complexe, nous écrivons une page importante de l'histoire des ressources animales et halieutiques de notre pays.

Mesdames et Messieurs,

Le monde a changé. Le rythme des menaces sanitaires s'est accéléré de façon spectaculaire. Nous vivons désormais dans un monde où une maladie détectée dans un campement, ou sur un marché, peut devenir en quelques jours une menace nationale... voire mondiale. En effet, dans les années 70, on enregistrait à peine une nouvelle épidémie tous les 15 ans. Aujourd'hui, les menaces sont devenues annuelles. En d'autres termes, alors que



nos parents et nos grands-parents faisaient face à une épidémie tous les quinze ans, nos enfants sont désormais confrontés à plusieurs épidémies chaque année. Cette accélération n'est pas un hasard. La science nous enseigne qu'elle résulte d'une combinaison de facteurs tels que l'urbanisation rapide, l'intensification des échanges, les changements climatiques et une pression croissante sur les écosystèmes. Ces conditions favorisent l'émergence de nouvelles maladies, dont 75 % proviennent du monde animal. Oui, vous avez bien entendu : 75% des nouvelles maladies émergent du règne animal. Ce simple chiffre suffit à comprendre l'importance de renforcer nos capacités en santé animale. Cette réalité implacable, qui s'accélère nous oblige à repenser entièrement nos stratégies de défense.

Chers invités,

Face à cette réalité, le Gouvernement, sous l'impulsion de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, a fait le choix de l'action, de l'anticipation et de l'investissement stratégique. C'est pourquoi le Programme d'Urgence du secteur de l'Agriculture (PURGA-2) a été mis en place, pour moderniser durablement nos infrastructures et nous donner les moyens de notre défense. Le complexe que nous inaugurons aujourd'hui est l'une des réalisations majeures de ce programme. Il incarne parfaite-

ment l'approche « Une Seule Santé », cette conviction profonde que la santé humaine, la santé animale et la santé de notre environnement sont les trois faces d'une même médaille. Ce complexe, c'est quatre entités en une, quatre piliers de notre nouvelle architecture de sécurité sanitaire :

* D'abord, le Centre antirabique de Cocody, entièrement rénové qui est la promesse d'une prise en charge de proximité, rapide et efficace des animaux de compagnie.

* Ensuite, la Cellule technique de capture des chiens errants. Certains pourraient croire qu'il s'agit d'un simple service de terrain. Il n'en est rien. Derrière chaque chien errant capturé, il y a : une morsure évitée, une vie sauvée et une commune sécurisée.

* Puis, la Cellule opérationnelle de lutte contre les trypanosomoses qui permettra de protéger notre cheptel bovin contre ces maladies parasitaires qui constituent le principal frein sanitaire au développement de l'élevage bovin en Côte d'Ivoire.

* Enfin, le cœur de notre dispositif, le véritable cerveau de notre réacteur : la Cellule des Opérations d'Urgence de Santé Publique Vétérinaire (COU-SPV). C'est ici, que seront pilotées 24 heures sur 24, sept jours sur sept, en temps réel, toutes les opérations de riposte contre les épidémies chez les animaux.

Mesdames et Messieurs,

Notre ambition est claire : protéger durablement les citoyens, préserver les ressources naturelles, sécuriser les éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs, et garantir la disponibilité de denrées animales sûres et de qualité. Ce Complexe est également un instrument majeur pour l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement en matière de sécurité sanitaire, de souveraineté alimentaire et de développement durable. Elle s'inscrit dans les réformes structurelles de notre Ministère, visant à moderniser les infrastructures, professionnaliser les acteurs et améliorer le pilotage stratégique du secteur.

Chers collaborateurs,

Je veux m'adresser maintenant à vous, avec toute la solennité que ce moment exige. Ces murs que vous voyez, ces équipements mo-

dermes qui vous attendent, ne sont rien sans votre engagement quotidien. Je veux que vous compreniez bien ceci : vous n'êtes pas de simples fonctionnaires qui exécutent des tâches administratives. Vous êtes les soldats d'une guerre invisible mais réelle contre les maladies. Chaque alerte que vous traitez, chaque épidémie que vous maîtrisez grâce à votre réactivité, chaque vie animale ou humaine que vous sauvez par votre vigilance, c'est l'économie d'une famille que vous protégez, c'est la sécurité alimentaire du pays que vous garantissez, c'est l'avenir d'un enfant que vous préservez. Je sais pouvoir compter sur votre dévouement et votre professionnalisme pour donner vie à ce complexe et pour mener à bien les missions cruciales qui vous sont confiées. (...)

Je vous remercie**Le Patron du MIRAH
réalise une promesse forte
du Président Ouattara**

Le nouveau complexe de santé publique vétérinaire sis dans la commune d'Abidjan-Cocody, inauguré mardi 2 décembre 2025, regroupe le Centre antirabique vétérinaire, la Cellule des Opérations d'Urgence de Santé Publique Vétérinaire, la Cellule technique de capture des chiens errants, la Cellule opérationnelle de lutte contre les trypanosomes animales qui ont été rénovées, aménagées ou équipées. Cette opération de rénovation initiée par le MIRAH s'inscrit dans une vision intégrée de la santé publique vétérinaire, conformément aux réformes de la stratégie PONADEPA (Politique Nationale de Développement, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture 2022-2026) et aux engagements internationaux. Il a pour objectif de renforcer les capacités nationales de surveillance, de prévention et de réponse face aux menaces sanitaires, dans une approche « Une Seule Santé ». Ces infrastructures permettront d'améliorer significativement la santé animale, de protéger la santé publique en luttant contre les maladies transmissibles à l'homme (zoonoses) et de soutenir l'économie de l'élevage. Pour le Ministre Sidi Touré qui présidait la cérémonie d'inauguration, ce Complexe est également un instrument majeur pour l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement en matière de sécurité sanitaire, de souveraineté alimentaire et de développement durable. Avec la réalisation de ce complexe de santé publique vétérinaire, le Ministre Sidi Touré a traduit ainsi en acte l'une des promesses fortes du Chef de l'Etat Alassane qui est de bâtir une Côte d'Ivoire solidaire qui protège les populations.

Par André SELFOUR

ÉLEVAGE

Voici une menace pour les communautés
pastorales en Afrique

Les communautés pastorales savent depuis longtemps que les terres de parcours sont des atouts écologiques et économiques stratégiques. Leur restauration améliore la productivité végétale, renforce le stockage du carbone, accroît la rétention d'eau et évite la dégradation selon Barron Joseph Orr, Scientifique en chef de la CNULCD à travers une analyse dont les conclusions sont sans équivoque.



Les terres de parcours (ou parcours) désignent de vastes superficies avec une végétation naturelle ou peu aménagée (prairies, steppes, zones semi-arides) où le bétail paît librement, servant de base alimentaire tout en étant des écosystèmes cruciaux pour la biodiversité et la gestion des sols, mais confrontées à des défis comme le surpâturage et l'érosion. Ressource vitale pour près de deux milliards de personnes, les terres de

parcours subissent une dégradation accélérée dans plusieurs régions du monde, à un rythme parfois supérieur à celui observé dans les forêts tropicales. C'est le constat alarmant présenté lors de la 23^e session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC23) de la CNULCD, qui se tient cette semaine au Panama informe le communiqué de presse de la CNULCD. Étendues des zones arides

d'Amérique latine et d'Afrique jusqu'aux steppes d'Asie centrale, les terres de parcours jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire, la régulation climatique et la préservation de cultures pastorales ancestrales. Elles couvrent près de la moitié de la surface terrestre et stockent d'importantes quantités de carbone, tout en modérant les extrêmes climatiques et en régulant les ressources en eau dans certains des milieux

les plus secs. Pourtant, ces écosystèmes restent parmi les plus négligés. Selon les experts, entre 25 % et 50 % des terres de parcours mondiales sont dégradées ou menacées, avec des conséquences directes sur la productivité du bétail, la biodiversité, les cycles hydrologiques et les moyens de subsistance ruraux. Une nouvelle analyse coûts-avantages menée par l'Initiative Economics of Land Degradation

(ELD) révèle que la restauration des terres de parcours offre l'un des meilleurs retours sur investissement parmi les écosystèmes naturels : chaque dollar investi pourrait générer jusqu'à 35 dollars de bénéfices. Ces résultats préliminaires ont été dévoilés au CRIC23, en prélude à une évaluation complète attendue pour la COP17 de la CNULCD, prévue en Mongolie en août 2026. Pour Barron Joseph Orr, Scientifique en chef de la CNULCD, les conclusions sont sans équivoque : « L'analyse confirme ce que les communautés pastorales savent depuis longtemps : les terres de parcours sont des atouts écologiques et économiques stratégiques. Leur restauration améliore la productivité végétale, renforce le stockage du carbone, accroît la rétention d'eau et évite la dégradation ». Dans des régions comme le Sahel, l'Asie centrale ou certaines zones d'Amérique du Sud, les effets du changement climatique exacerbent déjà la fragilité de ces terres.

Par André SELFOUR
avec Média

ÉCONOMIE BLEUE

Les Comores et le Portugal renforcent leur coopération

Les Comores et le Portugal ont décidé de renforcer leur partenariat dans le domaine de l'économie bleue. A cet effet, le Ministre comorien de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, Dr Daniel Ali Bandar, a reçu Luísa Frago, Ambassadrice du Portugal accréditée auprès de l'Union des Comores et résidente à Addis-Abeba. L'objectif de cette rencontre était de contribuer au renforcement de la coopération entre les Comores et les Portugal pour un partenariat durable et bénéfique, selon une note du Ministère. La rencontre s'est déroulée en présence du Directeur de Cabinet, M. Ali Ahamada, du Directeur national des Stratégies Agricoles, Dr Mohamed Fouad ,

ainsi que d'autres membres du cabinet. Plusieurs points ont été abordés, cependant le ministre a mis en avant deux priorités majeures : à savoir le développement de l'économie bleue et la valorisation des produits de rentes. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités des pêcheurs comoriens et d'améliorer l'exportation des produits agricoles stratégiques du pays. De son côté, l'Ambassadrice a salué ces orientations et a assuré qu'elle mobilisera les moyens nécessaires pour accompagner le développement de ces deux secteurs clés. Pour rappel, la diplomatie économique des États africains est avant tout une diplomatie du développement



visant à améliorer la qualité de vie des citoyens. La diplomatie économique, tant au

niveau bilatéral que multilatéral, contribue à formuler les principales préoccupations

des États africains.

Par MYNA

REPORTAGE

L'élevage est une épargne vivante mais fragile au Burkina Faso

Au Burkina, l'élevage reste une véritable ressource aisément convertible en argent pour de nombreux ménages. Vendre un animal permet de financer un mariage ou la scolarisation d'un enfant. Mais le média burkinabè "Studio Yafa" rappelle aussi la fragilité de ce système tributaire des épidémies régulières dont sont victimes les animaux.



À travers les grillages, Abdou Wahab Zongo admire son cheptel avicole. Le poulailler, situé dans le secteur 10 de Koudougou [ville du centre du Burkina Faso, à environ 100 kilomètres à l'ouest de la capitale, Ouagadougou], est divisé en deux parties. Une pour les reproducteurs, qui se reconnaissent par leur gabarit imposant, et l'autre pour les plus jeunes. Cet après-midi, les corcos enveloppent la cour. Dans le regard du jeune éleveur, on peut voir la fierté. Il semble enfin avoir trouvé sa voie depuis qu'il a opté pour les kuroilers, une race hybride de poulet d'origine indienne. Quand il plonge dans ses souvenirs, l'émotion s'empare de sa voix. Des revers énormes. À plusieurs reprises. « On a perdu 150 goliaths (race de poulet) qu'on avait fait vacciner contre la variole. Une semaine après le vaccin, tout est parti [...]. On a perdu plus de 50 dindons de moins de 3 mois »,

se rappelle-t-il. Mais le plus douloureux souvenir, c'est quand il a encore perdu 250 têtes.

Un métier à risque

C'en était trop. Il était au bout du rouleau. « Il fallait s'asseoir, réfléchir, on parlait seul à un certain moment. On a passé pratiquement près de deux mois sans rien faire. Je suis resté là à réfléchir, à parler seul », ajoute-t-il, cette fois avec le sourire. Dans une autre province de la région du Nango, le Sanguié [province du centre du pays], l'enclos de Bonkougou Désiré a été touché il y a quelques années par la fièvre aphteuse. « J'ai perdu une dizaine de bœufs. C'est une perte énorme. Et puis, vous dormez mal », avoue le fores-

tier à la retraite qui est aussi boucher-charcutier. Pour celui qui a acheté ses premiers animaux en 1985, quand il a perçu son premier salaire, la situation [concernant] les maladies animales a bien évolué. « Il faut reconnaître qu'avec les différents vaccins les maladies sont moindres. Mais c'est la fièvre aphteuse qui a secoué un peu notre élevage il y a un ou deux ans. Les soins étaient complètement difficiles. Mais actuellement, on a quand même un vaccin », se réjouit l'éleveur. Tout comme chez les éleveurs, les maladies animales peuvent causer des pertes pour les bouchers. Vendeur de porc au four à Réo [dans la province du Sanguié] depuis plus de vingt ans, Luc Bazié reconnaît avoir vécu beaucoup de difficultés. « Mon cœur bat quand j'amène un porc à

l'abattoir. On a beaucoup jeté mes porcs à l'abattoir. C'est comme à la loterie. C'est un métier à risque. On achète souvent des porcs de 150 000 à 300 000 francs CFA [de 228 à 457 euros]. Quand on abat, après contrôle, les vétérinaires trouvent que la viande n'est pas bonne. Il faut donc la jeter »

Multiplier
les campagnes
de vaccination

Malgré ces revers, le jeune Abdou Wahab Zongo avoue n'avoir jamais eu l'idée d'abandonner. Ce, depuis ses débuts, en 2019. Bien au contraire, il prend les moments de perte comme une invitation à [acquérir] plus de connaissances dans son domaine. « On a appris beaucoup parce que ça nous a permis de vraiment aller à la recherche active de la connaissance », admet-il. Selon lui, c'est la meilleure manière d'apprendre. Après avoir commencé par des bleues de Hollande [race de poule domestique], il a glissé vers les [gallinacés] locaux améliorés pour arriver aux goliaths. Et depuis quelques années, avec les kuroilers, il connaît moins de pertes. Tout en conseillant les jeunes qui veulent se lancer dans l'élevage des poulets d'apprendre par l'expérience, il préconise de suivre scrupuleusement les prophylaxies vaccinales pour atténuer les pertes. C'est

également le conseil de Sy Dramane Traoré, le chef de service provincial des services vétérinaires de la direction de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques du Boulkiemdé [province du centre du pays]. « Vacciner les animaux pour protéger ses animaux et ceux des autres », lance le chef de service. Il se réjouit d'avoir remarqué cette année « moins de pertes en petits ruminants grâce aux campagnes de vaccination ». De plus en plus, les campagnes de vaccination sont subventionnées, ou gratuites, pour accompagner les éleveurs. En campagne ou même en ville, Sy Dramane Traoré constate que l'élevage est plus qu'une activité. C'est la caisse d'épargne à portée de main. « Pour que quelqu'un enlève des céréales pour [les] vendre et payer la scolarité de son enfant, ce n'est pas évident. Mais il peut vendre un mouton, une chèvre, une poule... C'est comme une caisse d'épargne », soutient-il. La présence et le contrôle permanents sont aussi d'autres aspects à prendre en compte pour chaque éleveur. Il ne suffit pas d'investir et de se retirer après avoir confié la gestion à une tierce personne. Cela fait dire à Abdou Wahab Zongo qu'il dort pratiquement avec ses poussins à certains moments. Comme si le chauffage au charbon de bois ne leur suffisait pas.

Source :
Courrier International

TRANSFORMATION DU BÉTAIL

Le Nigéria mise sur la production durable d'aliments pour animaux

Le gouvernement fédéral du Nigéria a fait savoir que la production durable d'aliments pour animaux servira désormais de colonne vertébrale à l'agenda de transformation du bétail du Nigeria, définissant de nouveaux efforts visant à aligner producteurs, transformateurs, investisseurs, financiers et institutions de recherche vers une stratégie de croissance unifiée. S'exprimant lors de la table ronde du petit-déjeuner des Nigeria Feed & Fodder Partners tenue récemment à Abuja, le Secrétaire permanent du Ministère fédéral nigérien du Développement de l'Élevage, Dr Chinyere Ijeoma Akujobi, représenté par son Directeur ad-

joint du développement des ressources agricoles et de l'élevage, M. Akeem Ibilade, a indiqué que le Nigeria possède la superficie terrestre, la population d'élevage, la main-d'œuvre qualifiée et la taille du marché nécessaires pour devenir la capitale de la production d'aliments pour l'Afrique de l'Ouest. Ce qu'il faut, a-t-elle souligné, c'est un alignement plus profond des parties prenantes et un engagement constant. Elle a expliqué que son Ministère fait avancer des réformes dans le cadre de la Stratégie nationale d'accélération de la croissance du bétail (NL-GAS), avec un accent particulier sur le développement de systèmes durables d'alimenta-

tion et de fourrage. La politique nationale sur l'alimentation animale et la fourrage, a-t-elle ajouté, est également renforcée pour combler le déficit alimentaire du pays et soutenir la production commerciale de fourrages tout au long de l'année. Dr Akujobi a souligné que le Nigeria évolue progressivement vers des systèmes d'élevage plus structurés, incluant les ranchs et les parcs d'engraissement commerciaux, citant le domaine d'élevage Wase Prairie Reserve, récemment lancé, comme une démonstration de la nouvelle orientation du pays. « L'alimentation représente 60 à 70 % des coûts de production animale », a-t-elle déclaré.

Là où l'alimentation échoue, le bétail ne peut réussir. La production durable d'aliments pour animaux servira de colonne vertébrale à l'agenda de transformation du bétail du Nigeria », a estimé Dr Akujobi. Le président de la Plateforme multipartite Nigeria Feed & Fodder (NFF-MSP), le Professeur Maikano Mohammed Ari, a également affirmé que l'alimentation alimentaire reste le déterminant central de la compétitivité de la chaîne de valeur et de l'efficacité du secteur. Dans un commentaire distinct, le responsable des opérations techniques du projet Livestock Productivity and Resilience Support (L-PRES), Jubabatu Ibrahim, a souligné la

contribution de cette initiative soutenue par la Banque mondiale à l'amélioration de la productivité, de la résilience et de la commercialisation dans l'industrie de l'élevage. Les messages de bonne volonté de l'AU-IBAR et de Sahel Consulting ont également promis un soutien continu pour renforcer l'écosystème nigérien de fourrage et d'alimentation fourrage. La table ronde, intitulée « Faire progresser la synergie durable des aliments et des fourrages au Nigeria », a réuni des participants du monde universitaire, des institutions financières, du groupe ABIS, de partenaires de développement et d'acteurs du secteur.

Source : AgriNigeria

EXPORTS LAITIERS

La filière française craint de perdre du terrain en Chine

Tandis que les enquêtes antidumping chinoises menacent les exportations françaises de produits laitiers vers l'Empire du Milieu, la filière a misait sur la visite d'Emmanuel Macron à Pékin pour préserver son accès à ce marché « stratégique ».



Alors qu'Emmanuel Macron entamait récemment une visite d'État de trois jours en Chine, la filière laitière française espère que la diplomatie pourra désamorcer les tensions commerciales qui menacent ses débouchés. Dans un communiqué publié fin novembre, le Cniel appelle de fait à « une issue favorable » aux discussions engagées avec Pékin. Car les relations commerciales entre l'UE et le géant asiatique se sont crispées ces derniers

mois. Depuis que Bruxelles a annoncé des droits de douane supplémentaires sur les véhicules électriques importés de Chine, en juin 2024, l'Empire du Milieu multiplie les mesures de rétorsion envers divers produits européens allant de la viande de porc au brandy, en particulier des taxes antidumping. Pour les produits laitiers, le pays ou-

vrait mi-2024 une enquête sur les importations de certains fromages, lait et crème européens, visant notamment les subventions issues de la Pac et de programmes nationaux. Le 18 août 2025, le ministère chinois du commerce a annoncé la prolongation de cette enquête jusqu'au 21 février 2026. La filière laitière est « confrontée à

un risque réel de perte d'accès au marché chinois », or elle réalise en moyenne pour plus de 600 millions d'euros annuels d'exportations vers la Chine en incluant les poudres de lait infantiles, et occupe une place importante sur plusieurs catégories de produits comme la crème et les fromages. Le Cniel alerte donc sur « un choc pour les éleveurs et les entreprises, avec un impact direct sur la compétitivité du secteur ». Les exportations françaises de produits laitiers vers la Chine accusent déjà le coup : sur les neuf premiers mois de 2025, elles ont reculé de presque 11

% et « la part de marché française dans les importations chinoises est descendue sous les 5 % », constate l'interprofession. Les ventes de crème, débouché majeur du secteur, sont particulièrement touchées : 26 % en volume. « Face au risque de substitution et aux tensions commerciales », la filière plaide pour « une coopération renforcée avec les pouvoirs publics afin de sécuriser sa présence sur ce marché stratégique » et souhaite que « les discussions en cours aboutissent à des solutions équilibrées ».

Source : web-agri.fr

ÉLEVAGE

Le Groupe volailler LDC s'étend au Royaume-Uni

Leader de la volaille en France, LDC annonce une prise de participation majoritaire dans l'entreprise britannique dans Green Label, fournisseur de canards et d'autres spécialités de volailles sous la marque Gressingham. Le groupe volailler français LDC poursuit sa stratégie de développement en dehors de nos frontières. Hier, le 2 décembre 2025, il a annoncé un « partenariat stratégique » avec la famille Buchanan au Royaume-Uni. Ce partenariat se matérialise « par l'achat d'une participation majoritaire dans Green Label Holdings Ltd. ».

Dans le secteur du
canard et des spécialités
de volailles

« Green Label possède une longue histoire au Royaume-Uni en tant que producteur et fournisseur réputé de canards et d'autres spécialités de volailles grâce à un large portefeuille de produits crus et transformés sous la marque Gressingham », détaille LDC dans son communiqué de presse. Cette entreprise compte environ 700 salariés. « Elle exploite plus de 250 000 m² de fermes, couvrant environ 50 % de ses besoins en approvisionnement, incluant la chaîne de valeur agricole avec l'élevage des parentaux, des fermes commerciales, des couvoirs et une usine de transformation située en East Anglia. « La famille Buchanan, la société [Green Label] et LDC partagent des valeurs fortes et alignées, et nous sommes enthousiastes quant aux opportunités que cela créera », a commenté Philippe Gelin, le directeur général de LDC cité dans le communiqué. La transaction a été finalisée le 1er décembre 2025. LDC est déjà présent au Royaume-Uni à travers sa filiale galloise et de ses importations européennes.

Source :
lafranceagricole.fr

PRODUCTION ANIMALE

Le secteur de la viande française appelle à une action gouvernementale urgente

Les producteurs français de viande, confrontés à une baisse continue du cheptel de ruminants et des élevages, ont appelé récemment à des politiques « urgentes et cohérentes », tandis que le ministère de l'agriculture lance une série de « conférences sur la souveraineté alimentaire ».



L'interprofession, Interbev, formule dans ce cadre un plan en 10 mesures, actionnable rapidement. « Ce que nous attendons, ce ne sont pas de nouvelles consultations mais des décisions, il y a urgence », a réclamé le président de l'interprofession Élevage et viande (Interbev), Jean-François Guihard, présentant à la presse les priorités du secteur, les mêmes que celles déjà exposées au gouvernement d'alors au Salon de l'agriculture 2024, après un hiver de colère agricole. Dans le cadre du lancement des conférences de la souveraineté alimentaire par la ministre Annie Genevard, qui a eu lieu le 8 décembre à Rungis, la filière a mis en avant 10 mesures urgentes pour enrayer la baisse du cheptel et reconquérir durablement la souveraineté alimentaire de la France. « La filière bovine a perdu plus d'un million de vaches en huit ans, la filière ovine 65 000 élevages en vingt ans, nos emplois et nos prairies disparaissent et notre souveraineté alimentaire recule », déplore Jean-François Guihard, inquiet de voir l'événement piloté par le seul ministère de l'agriculture. « Nos sujets sont interministériels : Santé, Économie, Transition écologique, Éducation. Les arbitrages relèvent de la responsabilité du Premier ministre », a-t-il ajouté.

Opposition aux accords de libre-échange inéquitables

Parmi les demandes d'Interbev figure, en bonne position, l'exigence d'accords commerciaux équitables, imposant aux pays exportateurs les normes de productions européennes. L'interprofession souhaite le rejet de l'accord entre l'UE et le Mercosur, mais appelle également à la vigilance concernant la viande bovine dans les accords avec l'Australie et l'Inde.

Soutien à la production

Alors que la future Pac est aujourd'hui en cours de négociations, Interbev rappelle également l'importance de sécuriser les aides couplées pour maintenir les cheptels. Le renouvellement des générations doit également être mieux accompagné, à travers le développement de la contractualisation, qui sécurise la rémunération des éleveurs. L'interprofession demande également des aides à l'installation, à la rénovation et à la modernisation pour faciliter le renouvellement des bâtiments d'élevage.

Source : web-agri.fr

ÉLEVAGE
d'Afrique INFO

SOCIÉTÉ EDITRICE:
MOAHE COMMUNICATION
Tel: +225 27 22 23 87 66
Cel: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:
Abidjan Cocody Angré 7è
Tranche îlot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:
Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR
DES RÉDACTIONS:
OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:
André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:
+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:
Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:
N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques



PROJET DE RENFORCEMENT DE LA FILIÈRE AVICOLE (PRO-AVICOLE)

Ce projet a pour objectif d'améliorer
les performances de la filière avicole.

Coût: 76,331 milliards de FCFA

Durée: 5 ans